

Le pouvoir aux travailleurs

30 OCT 1994

N° 22

PRIX: 50 F

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES	
<u>EDITORIAL:</u>		
- RDR-PDCI C'EST BLANC BONNET, BONNET BLANC	2	- 3
<u>COTE D'IVOIRE:</u>		
- ALLIANCE FPI-RDR: ET ALORS ?	4	- 5
- LES BLABLAS DE BEDIE A L'ONU	6	- 8
- LES DIPLOMES SE PLAIGNENT		8
- DEVALUATION = AGGRAVATION DE L'EXPLOITATION POUR LES TRAVAILLEURS	9	- 10
- DES REMOUS A LA FESCI	10	- 11
<u>MOYEN ORIENT:</u>		
- LA VERITABLE PAIX ENTRE LES PEUPLES SE FERA CONTRE TOUS CES ETATS QUI PRENNENT LEURS PEUPLES EN OTAGE	11	- 13
<u>HAITI:</u>		
- LE RETOUR D'ARISTIDE AU POUVOIR NE REGLE RIEN POUR LES PAUVRES	13	- 14

RDR-PDCI
C'EST BLANC BONNET, BONNET BLANC

Annoncé comme un événement politique majeur, le nouveau parti de Djény Kobina, le RDR (Rassemblement des Républicains), jouit d'une existence légale depuis le 27 septembre dernier. Depuis la création de ce parti, ses dirigeants, au cours d'une conférence de presse d'abord et un meeting ensuite, ont expliqué les raisons de leur initiative et quels sont leurs objectifs.

Selon Djény Kobina et ses compagnons, s'ils ont décidé de partir du PDCI, c'est parce que ce parti fonctionne comme au temps de la dictature du parti unique. Pour expliquer leur décision, ils font référence au dernier congrès du PDCI où on les a empêchés de prendre la parole. "Nous avons jugé que la manière dont le parti était dirigé pouvait être revue. Nous avons demandé la tenue d'un congrès extraordinaire afin que le parti résolve tous les problèmes. Nous avons été traités avec mépris. Ce sont ces raisons simples qui nous ont amenés à créer le RDR", déclare Djény Kobina. Ce dernier et ses partisans prétendent aussi vouloir "participer à la marche pacifique (...) vers d'avantage de démocratie, d'avantage de liberté, davantage de justice, (...), dans l'unité et la paix". Ils déclarent qu'ils se situent au "centre", entre l'opposition et le pouvoir, parce qu'ils veulent "inventer une véritable culture du compromis et du consensus".

Tout cela n'est qu'un ensemble de mots, qui sonnent peut-être bien à l'oreille, mais rien que des mots, surtout trompeurs. Car, Djény Kobina et ses compagnons sont loin de vouloir changer quoi que ce soit dans ce pays. Depuis quand ces gens-là ont-ils été pour la démocratie, la liberté et la justice, eux qui, des années durant, ont participé à la dictature du PDCI, en tant que ministres, députés, maires ou autres larbins au service des riches ? Ils se servent uniquement de ces notions auxquelles les petites gens sont sensibles pour les tromper. En vérité ce qui compte pour eux, c'est leur ambition personnelle, leur carrière. Et c'est pour ça qu'ils ont créé leur parti, le RDR.

Hier, au sein du PDCI, la personnalité d'Houphouët était telle qu'il dirigeait ce parti en maître absolu. Le PDCI était sa chose à lui, qu'il tenait dans une main de fer au service d'un pouvoir personnel fondé sur la dictature du parti unique. Il trônait au-dessus des différents clans de son parti. C'était lui qui décidait seul du destin des cadres du PDCI. A sa guise, il pouvait les élever aux plus hautes responsabilités ou les écarter. Les Djény, Bédié, Fologo et autres n'étaient que de simples serviteurs au service du

"Vieux", se contentant des miettes tirées de l'exploitation des masses pauvres qu'il leur distribuait.

Mais la mort de leur chef, Houphouët Boigny, a aussi mis fin à l'unanimité de façade qu'il y avait entre ses différents serviteurs. Houphouët mort, les rivalités entre ses différents "orphelins" ont éclaté au grand jour. Et c'est là que se trouvent les véritables raisons de la décision de Djény Kobina et ses compagnons de créer leur parti. Ces raisons sont essentiellement liées aux luttes pour le pouvoir que se livrent les différents clans à la tête du PDCI, notamment celui du tandem Bédié-Fologo et celui de l'ancien premier ministre Alassane Ouattara, tous deux opposés et se disputant le contrôle du parti. Le clan de Bédié ayant réussi à s'imposer tant à la présidence qu'à la direction du parti, celui d'Alassane et ses amis a décidé de se doter d'une structure à part, autonome, en vue des prochaines luttes pour le pouvoir.

Le but visé par le RDR est en réalité une recomposition au sein de la grande famille politique de la bourgeoisie. La création de ce parti est pour Djény Kobina et ses partisans un moyen de regrouper autour d'eux les nombreux candidats aux postes ministériels ou autres, afin d'établir un rapport de force en leur faveur. Ce qu'ils veulent c'est tout simplement concurrencer le clan de Bédié ou, si c'est possible, le supplanter pour accéder au pouvoir.

L'ambition de ces politiciens n'est pas d'en finir avec le système actuel sur lequel veille le PDCI. Des injustices, des inégalités, des maladies et de la dictature dont les masses pauvres sont victimes, ils n'ont cure et l'on suffisamment démontré par le passé. Revenir au pouvoir ou y goûter, pour se servir aussi dans les caisses de l'Etat, placer leurs copains dans les postes les plus juteux, se charger eux-mêmes d'exploiter et de réprimer les travailleurs et les masses pauvres, voilà le but visé par ces politiciens-là ! En créant leur parti, comme tant d'autres, ce qu'ils cherchent c'est tromper les petites gens en se servant de leur colère et peut-être demain de leurs luttes pour arriver au pouvoir ou faire pression sur le clan de Bédié afin qu'il compose avec eux dans le cadre d'un partage de celui-ci. Ce n'est pas d'ailleurs pas un hasard s'ils disputent au PDCI le label d'"houphouëtisme", qui n'est rien d'autre que la politique que nous avons connue depuis plus de trente ans et qui consiste à défendre le capitalisme, c'est-à-dire à privilégier les intérêts d'une minorité de bourgeois parasites au détriment des masses populaires exploitées, condamnées à la misère, aux maladies, etc.

RDR, PDCI, c'est pareil. Ce sont deux branches identiques du même arbre. Les travailleurs et les masses pauvres n'ont aucun intérêt à se faire des illusions sur les rivalités entre ces différents politiciens au service des riches.

ALLIANCE FPI-RDR! ET ALORS ?

Depuis la création du RDR, le petit milieu politique abidjanais n'arrête pas de s'agiter. C'est le branle-bas du côté du PDCI, le parti du pouvoir. Et pour cause ! Selon Djény Kobina, 31 députés du PDCI sont membres de son parti. Alors les dirigeants de l'ancien parti unique se mobilisent, font des meetings, appellent à la cohésion au sein de leur famille politique pour arrêter la saignée provoquée par le départ massif des militants vers le nouveau parti rival. Du côté des partis de l'opposition, par contre, on se frotte les mains. Non pas que la scission au sein du PDCI les arrange en ce sens qu'elle l'affaiblit politiquement, mais surtout en vue des futurs marchandages et autres accords politiques avec le RDR lors des prochaines échéances électorales.

De nombreux échos abondent dans ce sens, notamment dans la presse proche du FPI. Dans son édition du 6 octobre, la "Voie", journal porte-parole de ce parti, commentant la première conférence de presse des dirigeants du RDR, a surtout mis en évidence le fait que celui-ci se dit "très proche de la gauche par les convergences des idées..." Dans ses n°926 et 927 où il fait de larges commentaires sur le premier meeting tenu par le RDR, le même journal présente le FPI et le RDR comme des "oiseaux du même pelage", qui sont censés voler ensemble. Il souligne aussi que "ce n'est pas sans signification profonde que le secrétaire général du RDR cite M. Laurent Gbagbo quant à la forme de société à la Côte d'Ivoire".

Contrairement à la démarche prudente, à pas feutrés, de "La Voie", "L'Oeil du Peuple", un autre journal proche du FPI, lui, ne s'embarrasse pas de fioritures. Il milite ouvertement pour une alliance FPI-RDR. Dans son n°128 du 12 septembre, il écrit en gros titre à la une : "FPI-RDR, la grande alliance pour la "mort" du PDCI." Le 24 octobre, dans un article consacré au meeting du RDR, il renchérit avec un autre titre significatif de : "Alliance ici et maintenant".

Ce sont là de simples souhaits de journalistes en mal de regroupement ou existe-t-il réellement des contacts souterrains entre le parti de Laurent Gbagbo et celui de Djény Kobina ? Nul ne peut se prononcer là-dessus pour le moment, d'autant plus que les principaux concernés eux-mêmes n'affichent pas clairement leurs intentions. Il semble que Gbagbo ait déclaré qu'il attend de voir ("La Voie" du 8 et 9 octobre). Djény Kobina non plus ne s'est pas encore clairement prononcé sur la question. Lors de sa conférence de presse, il a simplement laissé entendre qu'une alliance entre son parti et ceux de l'opposition n'est pas à exclure, toujours selon "La Voie", dans son édition du 7 octobre.

Seul donc l'avenir répondra si le RDR et le FPI notamment s'allieront ou pas. Mais dans ce domaine-là, tout est possible. C'est le rapport des forces sur le terrain qui déterminera la position des uns et des autres, étant donné que l'ambition de

tous ces politiciens, c'est d'arriver au pouvoir pour en profiter, exactement comme ceux auxquels ils prétendent s'opposer aujourd'hui.

Si demain, le FPI, soutenu par une frange importante de la bourgeoisie ivoirienne et par l'impérialisme français surtout, se sent suffisamment fort pour peser seul sur les événements afin de conquérir le pouvoir, il se passera du RDR et des autres partis même s'ils se disent de la gauche. Inversement, le RDR pourra agir de même. Lors de sa conférence de presse, Djény Kobina n'a même pas fermé la porte à l'éventualité d'une alliance avec le PDCI. Il a notamment déclaré : "on peut imaginer une alliance parce que nous sommes un parti ouvert." Les deux partis, le FPI et le RDR, pourront même se marier dans le cadre d'une alliance pour divorcer le lendemain, si les circonstances offrent à l'un ou à l'autre d'autres possibilités pour participer à la mangeoire gouvernementale. Il n'y a qu'à voir ce qui se passe dans d'autres pays africains, au Togo, au Nigér, au Congo, au Mali, Au Zaïre etc, où les différents partis bourgeois s'allient aujourd'hui pour se trahir demain, selon que le pouvoir est à leur portée ou pas, pour s'en convaincre.

L'hypothèse contraire est aussi possible. L'alliance FPI-RDR souhaitée par les journalistes de "La Voie" et de "L'Oeil du Peuple" peut devenir une réalité. Ces politiciens, les Gbagbo, Djény Kobina, Francis Wodié etc se connaissent, se fréquentent. Comme le dit si justement "La Voie", ce sont des "oiseaux de même pelage", ils partagent la même "forme de société", celle des privilèges au profit d'une minorité de riches

bourgeois, mais de la misère, des injustices, des maladies pour les travailleurs et l'ensemble de la population pauvre. Bien d'intérêts matériels et tout un ensemble de choses les lient les uns aux autres et peuvent les condamner à s'unir, à s'allier pour conquérir le pouvoir ou le partager avec d'autres, y compris avec les dirigeants actuels du PDCI.

Mais ça ne sera pas pour autant un véritable changement, car le problème n'est pas de virer, de remplacer les hommes au pouvoir, mais de changer la société, de détruire le capitalisme. Une alliance FPI-RDR, même si elle conquiert le pouvoir, ne mettra pas fin à l'exploitation, à la misère, aux maladies, à la dictature et autres injustices. Elle ne profitera qu'aux politiciens actuels, qui deviendront des ministres, des directeurs, des pdg, et surtout à la bourgeoisie au service de laquelle ils sont. Les masses pauvres n'y gagneront rien.

La ligne de démarcation n'est pas entre "démocrates" et "non démocrates", mais entre riches et pauvres, exploités et exploités, bourgeois et prolétaires. Un changement véritable ne passe pas par une alliance de politiciens bourgeois, mais par la lutte des classes, la lutte organisée des pauvres contre les riches parasites qui vivent de leur sang. Et l'impératif, c'est de regrouper les travailleurs et tous les opprimés dans un parti qui leur soit propre, un parti révolutionnaire prolétarien, afin d'en finir avec le système actuel au service des riches. Le caractère révolutionnaire des événements futurs inévitables et un changement véritable dépendent de ce choix.

LES BLABLAS DE BÉDIÉ A L'ONU

Lors de son passage à l'assemblée générale de l'ONU, Bédié s'est offert une publicité à moindre frais. Il a fait semblant de verser des larmes de crocodile sur la pauvreté, la faim, les guerres ethniques, religieuses dont sont victimes des millions de personnes à travers le monde. "Nous éprouvons en effet de la honte à imaginer que nous sommes témoins de tensions politiques, ethniques, religieuses et des conflits armés que nous croyions d'un âge révolu", a-t-il hypocritement déclaré à propos de la situation dans l'ex-Yougoslavie, en Angola, au Burundi, au Libéria, au Rwanda ou en Somalie. Il a voulu aussi apparaître comme indigné du sort du continent africain dont, selon lui, la situation est "caractérisée par une baisse constante de la productivité, l'aggravation générale de la pauvreté...". Se faisant le chantre de la lutte pour le développement en Afrique, il a conclu en disant que celle-ci "réussira à conjurer la fatalité qui semble s'abattre sur elle (...), à se défaire du sous-développement et à s'inscrire positivement dans l'œuvre immense d'un avenir prospère pour l'humanité entière". Quel cynisme!

En effet, il est vrai que le monde n'offre pas un visage radieux. Le nouvel ordre mondial promis par les dirigeants des puissances riches n'est en rien différent de l'ancien. C'est le même ordre et en pire, un ordre en crise profonde ! Partout, c'est la misère, la pauvreté, la faim, les maladies, les conflits ethniques, religieux, mais aussi

les dictatures, qui se généralisent, notamment dans les pays pauvres comme ceux de l'Afrique. Dans ce continent, il est facile et de bon ton de s'alarmer sur ce qui se passe au Rwanda, en Angola ou au Libéria, ces pays déchirés par des guerres ethniques imposées par des bandes armées. Mais en réalité, ce sont tous les pays africains qui s'enfoncent dans la pauvreté et l'insécurité. Ici, en Côte d'Ivoire, ce pays présenté il n'y a pas longtemps comme un modèle de réussite, où est la place de la majorité pauvre ? Si, dans ce pays, des gens ne tombent pas sous des balles des assassins armés -et encore !- des millions de personnes ne mangent qu'une fois par jour, vont au travail à pied, vivent dans la misère, des taudis, des baraques en carton, à côtés des égouts à ciel ouvert, des saletés, meurent de maladies bénignes que l'on peut soigner à moindre frais, souvent avec tout simplement de la nivaquine ou de l'eau potable.

Tous ces fléaux ne sont pas, cependant, exclusifs à l'Afrique. On les trouve aussi ailleurs dans les autres régions pauvres de la planète, en Asie, en Amérique Latine. Mais même les pays riches, les Etats-Unis, la France, l'Allemagne etc, en sont touchés : le licenciement, le chômage, la pauvreté, tel est aussi le sort des millions d'exclus de ces sociétés. Les gratte-ciel de New-York, les beaux immeubles de Paris ou de Londres côtoient la misère ou la paupérisation des quartiers populaires et des banlieues.

Alors oui, c'est l'humanité entière qui souffre d'un drame planétaire ! Mais ce que ne disent pas les apprentis sorciers qui se contentent de faire semblant de pleurer occasionnellement et hypocritement sur le sort des pauvres, c'est justement d'où vient tout cela. En tout cas, cela ne résulte nullement d'une quelconque "fatalité", comme l'a prétendu Bédié devant ses semblables et ses maîtres à l'ONU !

Ces fléaux dont souffre plus des 3/4 de l'humanité sont le résultat, le produit du système mondial actuel, du capitalisme. C'est le capitalisme qui, en réduisant la majorité de la population de la planète à la misère, est à l'origine des guerres ethniques, religieuses et autres violences de toutes sortes qui poussent sur le terreau de la pauvreté. Notamment dans les pays sous-développés.

Jamais l'humanité n'a été aussi riche qu'aujourd'hui. A l'échelle du monde, il existe plus qu'il n'en faut des richesses colossales pouvant permettre de nourrir, de vêtir, de loger, de soigner, d'éduquer, dans les meilleures conditions qui soient, tous les hommes de la planète. Mais le capitalisme, ce système sur lequel veillent les dirigeants et autres larbins de chez nous pour le compte de la bourgeoisie mondiale, veut que ces richesses qui sont le patrimoine de l'humanité entière, soient exclusivement utilisées pour faire du profit afin d'enrichir une minorité de riches et non résoudre les problèmes des hommes. Ainsi, il arrache, à la majorité des hommes sur la planète, toute possibilité de vivre d'une façon digne de notre époque, les condamne à la misère, aux maladies, à la famine et finalement aux guerres ethniques

ou religieuses qui ne sont que l'expression de la colère populaire détournée par des politiciens démagogues vers des voies sans issue.

Alors si l'on veut que le monde ne s'enfonce pas dans la misère et les guerres de tout genre, c'est au capitalisme qu'il faut s'attaquer. C'est en engageant le combat visant à détruire l'ordre capitaliste mondial en vue de la mise en commun des richesses pour résoudre leurs besoins collectifs que l'ensemble des opprimés de la planète pourront mettre fin à l'exploitation, à la misère et, par conséquent, aux guerres et autres violences dont elle est la source profonde.

En dehors de cette perspective, il n'y a pas et il n'y aura pas d'avenir pour l'Afrique. Toutes les lamentations et les bonnes intentions du monde n'y peuvent rien. Tant que le monde continuera à être dominé par la bourgeoisie capitaliste, il n'y aura pas de possibilité de développement pour l'Afrique. Elle continuera à s'enfoncer de plus en plus dans la misère sans aucun espoir de changement. Seul un renversement révolutionnaire du système capitaliste à l'échelle mondiale pourra permettre à l'Afrique de bénéficier des richesses immenses accumulées dans les pays riches et de pouvoir ainsi jeter les bases d'un développement certain.

Cette perspective pour le renversement de l'ordre capitaliste mondial peut très bien partir de l'Afrique. Vu la misère de plus en plus profonde engendrée par le capitalisme, nos métropoles, telles que Abidjan, Dakar, Lagos,

Johannesbourg, sont de véritables poudrières qui peuvent donner naissance à des explosions sociales profondes. Le prolétariat africain peut donc très être à l'origine d'une nouvelle vague révolutionnaire dont les secousses pourraient durement toucher les pays riches et aller jusqu'au renversement de la bourgeoisie mondiale.

Mais pour cela, il est

indispensable qu'il y ait des hommes et des femmes qui se consacrent à la tâche d'aider le prolétariat africain à s'organiser, à se doter d'organisations révolutionnaires indépendantes, seul moyen pouvant permettre que les futurs et inévitables révoltes des masses servent à une transformation radicale de la société.

**DÉS JEUNES DIPLOMES SE PLAIGNENT EUX AUSSI
MAIS A LEUR MANIERE.**

Cette année le ministre de l'emploi et de la fonction publique a décidé que désormais les jeunes diplômés ne seront pas directement engagés dans la fonction publique. Ils sont obligés de passer un concours d'Etat. Sur 300 diplômés, seuls 105 seront pris dans la fonction publique.

En colère contre cette situation, ces jeunes médecins, pharmaciens et chirurgiens dentistes, se sont rassemblés pour décider le boycottage du concours qui aura lieu à la fin d'octobre. Ils ont raison de réagir devant cette situation.

Si avant ils ne se souciaient pas du problème de l'emploi maintenant certains d'entre eux sont à la même enseigne que tous les autres diplômés. Ils doivent courir pour chercher un poste quelque part. Ne les plaignent pas trop, cependant, car ils font partie d'une corporation telle qu'ils arriveront à se caser quelque part.

Mais ce qui sûr c'est que personne n'aborde le problème crucial du domaine de la santé dans le pays. L'état de

délabrement des hôpitaux, le manque de matériel pour les consultations et les soins, le manque de lits pour les grands malades sont des choses révoltantes. Pour pouvoir aller se soigner dans un hôpital, il faut avoir de l'argent pour payer la consultation, les matériels de soin et surtout les médicaments qui sont souvent trop chers pour les pauvres. On ne parle jamais de tous ceux qui, faute de moyens, se contentent des guérisseurs et autres charlatans. Et ils sont des millions dans ce pays. Et il y en a même pas mal qui, faute de moyens, meurent tout simplement de maladies que la médecine moderne est capable de soigner. En Côte d'Ivoire, ce ne sont pas seulement quelques centaines de médecins qu'il faut, mais des milliers. Il faut qu'on construise plus d'hôpitaux, des centres de soins, des maternités. Les soins et les médicaments devraient être gratuits pour tout le monde, dans tout le pays. Et tout cela ce n'est pas du tout la préoccupation ni de nos jeunes médecins ni des politiciens de l'opposition qui ne cherchent qu'à servir la bourgeoisie.

<p>DEVALUATION = AGGRAVATION DE L'EXPLOITATION POUR LES TRAVAILLEUR</p>

Le premier ministre a tenu sa deuxième conférence de presse depuis la dévaluation du franc CFA. Il a fait "le bilan de la situation économique" et présenté les "perspectives économique" pour les années à venir.

Comme lors de sa première conférence de presse en Juin 1994, il a parlé d'un "bilan globalement positif".

Il a expliqué le bien fondé de la dévaluation et ses répercussions positives pour la bourgeoisie. Mais pour masquer les conséquences dramatiques que cette dévaluation a entraînées pour la masse des travailleurs, il a commencé par parler de "l'augmentation moyenne de 10% des salaires" des travailleurs, ainsi que les augmentations des prix d'achat aux producteurs de Cacao, Café, coton, hévéa et du palmier à huile.

A l'écouter, donc, tout va bien dans le meilleur des mondes... Mais pour qui? pour les riches ou les pour les pauvres?

Pour les riches, certainement. Il suffit pour cela de constater que les villas de haut standing se construisent de plus belle à Riviéra et à Cocody; comme le commerce de luxe fleurit au Plateau.

"Baisse de la fiscalité" nous dit-on?

pour les travailleurs? Certainement pas! Bien au contraire: voir les nouvelles taxes de la CIE pour le compte de l'Etat!

Pour les riches? Bien sûr. N'est-ce pas ainsi qu'un Abinader vient de toucher plus de 50 millions de l'Etat comme bonus pour l'exportation de ses bonbons? Bien que ce dernier doive plusieurs mois d'arriérés de salaires aux travailleurs qu'il emploie! Et des Abinader, ivoiriens ou étrangers, payant régulièrement leurs ouvriers ou pas, dans tous les cas, les riches, peuvent effectivement se réjouir de la dévaluation. Leur profit ont d'autant plus augmenté que la misère s'est installée dans les foyers des travailleurs.

Parce que parler d'augmentation des salaires, comme l'a fait ce représentant de la bourgeoisie, c'est tronquer la réalité.

Quel est le travailleur qui peut dire que depuis la dévaluation tout va bien pour lui?

Les prix des produits de premières nécessités indispensables pour la survie deviennent de jour en jour inaccessibles pour les travailleurs. Les soins, la scolarité, le loyer, le courant, voilà aujourd'hui autant de problèmes et de tracasseries insolubles pour eux. Et les conditions de vie des s'aggravent avec le temps.

Combien sont aujourd'hui les travailleurs qui n'ont pas pu envoyer leurs enfants à l'école? Combien sont-ils à pouvoir soigner normalement leur famille? Et au village, la

situation de leur famille n'est pas meilleure. Elle est bien souvent pire quoi qu'en dise ce ministre.

Et cette aggravation pour la population pauvre n'est pas en contradiction avec le fait que les choses vont plutôt bien pour les bourgeois. Ces derniers ne tirent-ils pas leurs richesses de la seule exploitation des travailleurs? Alors, moins les travailleurs sont payés, plus augmente le profit pour les riches. Et la dévaluation a été dans ce sens une aubaine pour eux et un drame pour les pauvres.

L'objectif de la dévaluation était bien celui là.

Les perspectives d'avenir que nous trace le porte parole de la bourgeoisie n'augurent rien de bon pour les travailleurs. Ils n'ont en tous cas rien à attendre de la bourgeoisie et des gouvernements actuel ou à venir. La situation pour les travailleurs n'ira qu'en s'aggravant. Ils n'auront que ce dont ils seront capables d'arracher à la bourgeoisie. Et pour cela ils ne doivent compter que sur eux mêmes.

DES REMOUS A LA FESCI

Le 27 septembre dernier, les étudiants de la cité universitaire de Yopougon se sont rassemblés pour manifester leur colère contre le secrétaire général de leur syndicat, La FESCI. Selon les journaux, c'est grâce aux "forces de l'ordre", auprès desquelles Djoué N'Goran Eugène aurait trouvé refuge, qu'il a pu éviter de se faire "lyncher".

Les étudiants lui reprochent d'avoir "trahi". Il aurait, pour cela, rencontré plusieurs fois, en cachette, le chef de l'Etat ainsi que des hauts fonctionnaires proches de la présidence. Chose qu'il ne nie pas. Il explique bien évidemment sa démarche "dans le seul souci de ..." Bien que leur statuts interdisent catégoriquement une telle démarche.

Les étudiants l'accusent par ailleurs d'avoir touché de la

présidence une somme de 30 millions de francs. Accusation qu'il récuse.

Il n'est pas impossible que le Secrétaire Général de la FESCI ne soit pas ici victime d'une machination de la part du pouvoir en place.

Mais d'une manière générale, à en juger par l'actualité qui nous entoure, c'est plutôt courant de voir des responsables syndicaux trahir les leurs. Nous avons tout proche de nous les exemples de la CIE, de la CITEL-COM, de la Sotra ou encore des chauffeurs des "taxis Chateau". On a vu dans toutes ces corporations des mouvements de mécontentement qui ont été, d'une façon ou d'une autre, à un moment ou à un autre, trahis par la direction de leurs syndicats respectifs.

Etre à la tête d'un

syndicat ne donne pas, en effet, une vertu particulière. Cela sert plutôt, le plus souvent, de tremplin à quelques parvenus, pour avoir quelques postes rémunérateurs au sein des gouvernements ou des organismes d'Etat. Bédié et Bala Keïta, comme certainement bien d'autres, en sont aujourd'hui des exemples. Comme Gbagbo, Wodié, Laurent Akoun, etc. seront peut-être les exemples de demain, si la bourgeoisie accepte leur service. Chacun dans sa génération, ils sont, d'une façon ou d'une autre, issue de la même eau et ont les

mêmes aspirations qui sont de servir la bourgeoisie. N'est-ce pas que les ministres d'aujourd'hui étaient des étudiants d'hier?

Tout ceci n'est pas surprenant: qu'est-ce qu'on apprend à l'école de la bourgeoisie, sinon, en fin de compte, "servir la Nation" c'est à dire... la bourgeoisie? Et là où "l'éducation civique", inculquée dès le jeune âge, ne marche pas, les arguments sonnants peuvent marcher.

MOYEN ORIENT :

LA VERITABLE PAIX ENTRE LES PEUPLES SE FERA CONTRE
TOUS CES ETATS QUI PRENNENT LEURS PEUPLES EN OTAGE

Un an après la signature d'un "accord de paix" avec l'OLP de Yasser Arafat, les dirigeants israéliens viennent de signer, le 26 Octobre dernier, un accord similaire avec le roi Hussein de Jordanie. Des négociations sont également en vue avec Assad de Syrie qui réclame, en échange de la reconnaissance de l'Etat d'Israël, la restitution du plateau du Golan occupé par l'armée israélienne.

Dans ces marchandages au sommet qui se déroulent en cachette et qui finissent par des cérémonies médiatiques du style hollywoodien chapeautées par les dirigeants de la plus grande puissance impérialiste mondiale, chacun y va de son couplet sur la "paix" et la bonne entente entre les peuples du Moyen Orient.

Mais aucun de ces

dirigeants, ni ceux des pays arabes, ni ceux d'Israël, ni, à plus forte raison, ceux de l'impérialisme ne se soucient réellement du sort des populations de cette région. Tous ces calculs, ces traités et ces alliances se font sur le dos des populations. C'est un grand jeu macabre de monopoly. Une partie des accords entre Rabin et Hussein vise à laisser les Palestiniens. Cela a été illustré par la petite guéguerre pour la désignation du mufti de la mosquée de Jérusalem entre Arafat et le roi Hussein.

Si on assiste depuis quelques mois à une sorte de revirement de la politique de l'Etat d'Israël qui cherche plutôt un terrain d'entente avec les dirigeants de l'OLP et des pays arabes voisins, que la confrontation militaire qui

était de mise jusqu'à ces derniers temps, c'est qu'il y a des raisons bien précises.

La première de ces raisons est que l'Etat d'Israël n'est plus menacé dans son existence même. La crise économique qui persiste ainsi que la disparition du bloc soviétique sur le quel pouvaient s'appuyer un certain nombre de pays arabes (comme la Syrie et les dirigeants de l'OLP) pour contrebalancer le soutien de l'impérialisme américain à Israël ont affaibli le camp anti-Israélien. Mais ce qui explique aussi le fait que les dirigeants israéliens ont fini par se mettre à la même table que les dirigeants de l'OLP qu'ils s'étaient jurés de combattre jusqu'à la mort c'est que l'armée israélienne, si puissante et armée soit-elle a été incapable de réduire à néant l'Intifada. Alors que cette armée a vaincu toutes les armées de la région, elle n'a pas vaincu le peuple palestinien soulevé.

L'autre raison est que face à la montée des mouvements intégristes musulmans dans cette région du Moyen Orient, notamment en Palestine, les dirigeants israéliens - et derrière eux ceux de l'impérialisme américain - préfèrent encore négocier avec les dirigeants arabes actuels plutôt que de les voir déborder par les mouvements intégristes musulmans. Oh, ce n'est que ces "fanatiques" de l'islam soient spécialement plus dangereux pour les intérêts de l'impérialisme, ni ceux d'Israël d'ailleurs. Rappelons tout de même que dans la région, l'Arabie Saoudite où la "charia" est appliqué, ainsi que les émirats, sont parmi les meilleurs alliés de l'impérialisme. Et, pour ce qui concerne le Hamas (le mouvement intégriste musulmans qui concurrence l'OLP en

palestine), rappelons aussi que sont les dirigeants israéliens eux-mêmes qui l'ont aidé des années durant pour se servir de lui afin d'affaiblir l'OLP d'Arafat. Mais pour les dirigeants israéliens, il vaut mieux encore négocier avec des régimes arabes affaiblis mais qu'ils connaissent bien plutôt que de voir ressurgir à leur portes des régimes islamistes qu'ils auront peut-être plus de mal à contenir.

En réalité, depuis toujours, c'est avec les Etats que les dirigeants de l'Etat d'Israël voudraient s'entendre mais le problème c'est que tant qu'ils oppriment plusieurs millions de palestiniens, le feu risque de reprendre, quelques soient les accords avec les Etats. Alors, dans cette affaire, Israël a deux fers au feu : il négocie avec les chefs d'Etat des pays voisins, qui, pas plus qu'ils ne défendent les intérêts de leurs peuples se moque du sort du peuple palestinien, au contraire, par moment, ils le craignent; et par ailleurs, ils négocient avec l'OLP. Ce dernier représente dans une certaine mesure le peuple palestinien, mais uniquement sous l'angle politique - et pas social. Il est même en train de brader les intérêts politiques pour le droit de diriger un "mini-Etat" fantoche dans la petite zone de Gaza et de Jéricho.

Alors, tout ce cinéma sur la "paix" ne résoudra évidemment pas le sort du peuple palestinien même si les affrontements militaires entre l'Etat d'Israël et ceux des pays arabes voisins vont probablement cesser pour un temps. Yasser Arafat, en acceptant d'administrer un petit territoire de quelques

kilomètres carré cédé par Israël a montré en très peu de temps qu'il est prêt à négocier avec Israël et sait être un homme d'Etat "responsable" non pas devant son peuple mais devant les grandes puissances.

L'oppression du peuple palestinien a servi à tous les dictateurs arabes de la région à tromper et opprimer leur propre peuples en détournant leur colère contre le peuple israélien. Mais à chaque fois que l'intérêt de leurs Etats était mis en cause ils n'ont pas hésité à massacrer le peuple palestinien. C'est ainsi qu'Assad comme Hussein ont fait tuer des milliers de palestiniens (lors de la guerre du Liban pour le premier et lors du massacre du "Septembre noir"

pour le second).

L'avenir de tous ces peuples du Moyen-Orient, y compris celui d'Israël n'est pas derrière le nationalisme de leur dirigeants qui, depuis des années, les opposent les uns aux autres pour mieux les exploiter et les opprimer. Les classes pauvres de cette région n'ont pas d'autre choix dans le monde impérialiste qu'entre la guerre du passé ou la "paix" telle qu'elle se présente. L'avenir est à la prise du pouvoir par la classe ouvrière, par les masses pauvres qui sauront trouver le chemin de l'entente par delà les nationalités, car les exploités eux, n'ont pas des intérêts matériels ni même de postes en cause.

HAÏTI :

LE RETOUR D'ARISTIDE AU POUVOIR NE REGLE RIEN POUR LES PAUVRES

Comme prévu, l'impérialisme américain a réussi à écarter du pouvoir les militaires pour mettre à leur place Jean-Bertrand Aristide. Ce dernier est rentré à Port-au-Prince triomphalement mais encadré par les représentants des Etats-Unis et escorté des soldats américains. Certes le départ de la junte militaire haïtienne ne s'est pas faite sans mal pour le président Clinton.

Il convient de rappeler que l'immense majorité de la population avait élu Aristide en 1990 à la tête du pays (avec 67% des voix). Cette victoire qui a

enthousiasmé les masses, tout en leur donnant beaucoup d'illusions n'a pas du tout été acceptée autant par la bourgeoisie que par la caste des militaires. C'est pourquoi la junte, chassant Aristide du pays, a repris le pouvoir et mis au pas la population. Les militaires ont réprimé durement toute opposition, rappelé la police parallèle, les macouts, pour exécuter leurs basses besognes. Ils tuaient, torturaient, violaient dans les quartiers pauvres.

La situation est devenue tellement explosive que

l'impérialisme a fait pression sur la junte en proclamant l'embargo contre Haïti. Il a en même temps exigé d'Aristide en exil qu'il adoucisse son langage populiste et anti-américain. Mais l'embargo aggravait encore plus la situation des masses pauvres de ce pays considéré comme l'un des plus pauvres du monde. Toutes les usines du pays ont depuis un certain temps arrêté de tourner. Le chômage frappe jusqu'à 80% de la population.

Ainsi les dirigeants américains ont d'abord prudemment fait pression sur la junte militaire. Ils n'ont pas voulu renouveler leurs échecs en Somalie et s'enliser dans un borbier qui risquerait de durer. C'est pour cela que, tout en durcissant leur pression, les Etats-Unis ont laissé des portes de sortie à la junte en lui garantissant un exil doré.

Quant à Aristide, s'il a repris le pouvoir avec l'aide et sous la protection de l'impérialisme, c'est qu'il a assuré ce dernier de prêcher encore "la paix et la réconciliation nationale". Il prêche déjà à la population de ne céder "ni à la violence ni à la vengeance", qu'il faut "marcher main dans la main avec les militaires pour rebâtir le pays".

C'est sûr que l'intervention militaire américaine et le retour d'Aristide ont été accueillis avec enthousiasme par la majorité de la population qui l'a élu et ses partisans. Mais la politique qu'Aristide prône risque de les décevoir parce que parmi ses partisans il y en a qui voudraient se venger contre les bandes armées qui ont frappé, assassiné et affamé les pauvres. Ces affameurs, ces bandes armées,

sont protégés par l'armée américaine (environ plus de 15000 soldats). Et Aristide a promis l'armistie pour ces sanguinaires connus de la population. Il risque donc de décevoir la population de ce pays qui certainement voit en lui comme son libérateur des conditions de vie misérables.

Dès le lendemain du retour d'Aristide, la levée de l'embargo a été annoncée à la fois par les Etats-Unis et les autres grandes puissances. Le FMI prévoit d'accorder une somme de plus de 400 Milliards de FCFA qui permettra une reprise de l'économie, la marche des services publics et l'ouverture d'une partie des usines fermées. Il peut même en résulter une diminution d'une fraction des chômeurs. Mais cela permettra surtout à la bourgeoisie haïtienne et aux grandes sociétés capitalistes de reprendre l'exploitation des travailleurs de ce pays. Ainsi le rôle que l'impérialisme assigne à Aristide, c'est de calmer la colère de la population pauvre pour que les biens, les richesses des possédants haïtiens et des sociétés étrangères, soient protégés. Les soldats américains qui l'ont accompagné jusqu'à Port-au-Prince sont là pour y veiller.

C'est pour cela que les travailleurs, les chômeurs, les pauvres, ne doivent pas faire confiance à de tels hommes qui sont là pour préserver les intérêts des riches. Pour se libérer autant de l'exploitation que de l'oppression, ils ont tout intérêt de compter uniquement sur leur propre force, leur détermination à s'organiser pour mettre fin à ce système infernal.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.